

BIOGRAPHIE DEMANDEE A KRIM BELKACEM, ET REDIGEE PAR LUI (Rédigée 10 Avril 1958).

Note par Mokrane N'Amar : Krim Belkacem est un des six chefs (de l'intérieur) de la révolution Algérienne et le chef de la délégation qui a négocié les accords d'Evian, sur la base desquels la France a reconnu l'Indépendance de l'Algérie en 1962. Dans le gouvernement provisoire de la République Algérienne (GPRA) il était ministre de la défense. Quand Ben Bella a pris le pouvoir il était député à l'assemblée nationale, représentant la Kabylie mais cette assemblée n'a pas duré longtemps après que Ben Bella a assumé les pleins pouvoirs. Après être mis à l'écart, il s'exile en Allemagne et vers le début de 1970, durant le régime de Boumediène, il a été assassiné à Frankfort, en Allemagne par la sécurité militaire algérienne.

----- BIOGRAPHIE DE KRIM BELKACEM PAR LUI-MEME -----



Krim Belkacem à gauche, au premier rang. Mohammadi Saïd au milieu et Ouamrane à droite. La personne à côté de Ouamrane non-identifiée.

Photo inédite, prise dans les années 1956-1958. Publiée dans le livre de Jacques Soustelle : Aimée and Souffrante Algérie.

Dès ma plus tendre jeunesse, j'ai vécu dans un milieu totalement acquis aux idées nationalistes et qui vibrait aux premiers exploits des pionniers révolutionnaires. Je veux dire que je suis de cette génération algérienne qui n'a pas eu le temps de connaître l'âge de l'adolescence et qui est passée de plain-pied de l'innocence de la jeunesse à la maturité de l'homme.

Incorpore dans l'armée française en 1943, j'ai assumé la fonction de secrétaire au bureau du bataillon G.C.I No 4 du C.O.I. No 1, cantonné à Laghouat, avec le grade de caporal-chef.

A Laghouat, nous étions un groupe conséquent d'Algériens qui suivons de près les événements d'alors, notamment la vague irrésistible qui transportait le peuple algérien au sein

des A.M.L. (Amis du Manifeste et de la Liberté). Cette période nous a marqué profondément et nous montra le haut degré de conscience nationale atteint par le peuple algérien et son amour fervent de l'union, l'idée force que nous n'avons pas manqué de reprendre en 1954. Nous recevions Alor le journal Egalite que nous lisions en commun.

Démobilisé en 1945, j'ai assisté la mort dans l'âme a la dissolution des A.M.L.; j'ai adhéré alors au P.P.A (Parti du Peuple Algérien), parti révolutionnaire et clandestin. Avec un groupe de jeunes, je me suis lance dans la lutte, autour de Draa El Mizan, dont je suis originaire, jetant dans douze douars les premiers noyaux de l'organisation. Apres un an, notre structure organique était solidement implantée dans la région, comptant des milliers de militants éduqués, et autant d'adhérents.

Entre temps, le M.T.L.D. fut créé, embrigadant en son sein l'afflux incessant du peuple. Une lutte ouverte fut engagée contre le colonialisme. Nous dûmes sortir de la clandestinité pour soutenir publiquement nos candidats M.T.L.D. De ma propre initiative, j'ai décidé de m'attaquer à l'appareil administratif du colonialisme, conscient de l'appui total de la population de notre région. Ce fut alors une lutte sans merci entre nous et les agents provocateurs et l'avant-garde du colonialisme, caïds, administrateurs et principalement le sous-préfet Ferre, alors à Tizi-Ouzou.

Apres ces élections, nous organisâmes la tournée de Messali en Kabylie. Je l'ai accompagné à travers toute la Basse-Kabylie, ce que l'administration colonialiste ne me pardonna jamais. Ma famille commença à subir des pressions de l'administration et principalement du sous-préfet de Tizi-Ouzou. Il me fit "l'honneur" de venir me voir en personne, mêlant dans ses propos les avances aux menaces ; connaissant alors la vague de fond nationaliste qui remuait le peuple algérien., j'ai pu mesurer l'aveuglement des autorités colonialistes françaises. Elles persévéraient dans les errements du passe. "La France est très forte" m'a dit le sous-préfet Ferre, " et peut combler ses serviteurs. Vous êtes en train de suivre les mauvais bergers. Souvenez-vous de ce qui s'est passe en mai 1945 ou l'Arabe était dresse contre l'Arabe".

Deux semaines plus tard, je reçus une convocation pour le 22 mars 1947, signée di juge d'instruction Juliso. La vague de répression déferlait sur le peuple algérien ; les foudres du décret Regnier frappaient les militants nationalistes inculpes comme moi-même d'atteinte à la souveraineté française.

En accord avec mes responsables du MTL D, je décidai de rejoindre le maquis. L'enthousiasme du peuple était délirant. Sa conscience révolutionnaire se précisait de jour en jour. Nos cellules organiques se multipliaient, la répression se chargeant elle-même d'éliminer les faibles et les hésitants. Vers la fin d'aout 1947, la quasi-unanimité de la population était organisée et solidement encadrée dans notre mouvement. C'est alors que l'administration colonialiste et notamment les administrateurs de commune mixte donnèrent l'ordre aux caïds de constituer des milices qu'ils lâchèrent contre la population: les perquisitions illégaux (de

nuits) et les sacs de maisons se multiplièrent. En un mot, tout l'attirail répressif du colonialisme fut sorti.

Avec quelques militants décidés, je pris sur moi-même de contre-attaquer : nous tendîmes une embuscade au garde-champêtre et au caïd de mon propre douar (Ouled Yahia Moussa) coupables tous deux de nombreux crimes. Le garde-champêtre fut tué, le caïd nous échappant de justesse.

Les tribunaux colonialistes me condamnèrent à mort par contumace.

Devant notre riposte, directe et organisée, aux attaques de l'adversaire le peuple réalisa sa force et prit conscience de la vulnérabilité de l'adversaire. Un tournant dans l'histoire de la lutte du peuple algérien était ainsi abordé.

Entre temps, notre mouvement ne cessait de se perfectionner, tant organiquement que politiquement.

Désigné en 1950, par le MTLD, comme le responsable de toute la Haute-Kabylie, de Tizi-Ouzou à Akfadou, je devins en 1951, responsable de toute la Kabylie, membre de droit au comité d'organisation auprès du comité directeur. La responsabilité et ma situation firent de moi un militant responsable itinérant. Il n'y a pas un village, ni un douar, voire une cellule qui n'ait reçu ma visite, ma devise ayant été de tout temps " le contact direct". L'éducation révolutionnaire des militants progressait à pas de géant.

Nous étions un groupe de vingt-trois maquisards, dont Ouamrane, qui a été mon plus proche collaborateur, et qui avait été aussi, condamné à mort par contumace. Ce groupe, qui défendait la population contre les exactions colonialistes, assumait en même temps la responsabilité de diriger l'organisation politique et militaire du MTLD.

La crise couvait alors à la tête de notre parti, frappée par l'immobilisme. Les militants de la base s'impatientaient, mais sacrifiaient tout à l'unité. La loi inexorable des structures politiques s'abattait sur le parti : les pionniers s'enlisaient dans le dogmatisme enserrant toute l'organisation dans un cadre étroit et formaliste, vide de son riche contenu révolutionnaire.

En dépit des immenses difficultés que nous rencontrions quotidiennement dans l'accomplissement de notre tâche, nous persévérâmes dans l'éducation révolutionnaire des militants, les préparant ainsi aux lourdes et multiples tâches qui les attendaient.

J'eus, entre temps, la lourde charge de mater une rébellion interne qui risquait de désagréger notre mouvement, rébellion qui n'était en réalité que l'une des premières manifestations du mécontentement qui grondait au sein de notre parti. L'unité fut sauvegardée. Mais ceci n'empêcha pas l'enlèvement de notre organisation dans la routine, ses chefs manquant totalement de perspectives. L'idée de l'action directe était mise sous le boisseau.

La crise du MTLD, qui avait commencé au sein des organismes centraux en 1951, éclata au grand jour au début de l'année 1954, opposant le Comité central à Messali. La démagogie fut l'apanage de chacune des parties. Une véritable bataille de clans commença, bataille qui n'avait pour raison d'être que des questions de personnes, le problème des idées étant relégué à l'arrière-plan.

Devant cette situation, les responsables du MTLD de Kabylie se réunirent et décidèrent entre autres, de sauvegarder l'unité de l'organisation et de suivre de près les événements avant de prendre position. Ils me désignèrent à l'unanimité comme responsable pour contacter les deux clans, Messali et le Comité central, sonder leurs intentions et prendre position en connaissance de cause.

Toujours seconde par Ouamrane, nous penchâmes sur Messali, non en considération de sa personne, mais pour l'autorité qu'il représentait. Nous pensions pouvoir rétablir la situation et faire préciser démocratiquement un programme d'action au cours d'un congrès. Nous dûmes, hélas, déchanter : quelques mois plus tard, la crise fut en effet consommée, versant dans une lutte fratricide entre les militants d'une même cause. De ces décombres allait naître une troisième force.

En tant que délégué de l'organisation de la Kabylie et porte-parole de vingt et un maquisards, j'eus une première entrevue avec Moustapha Ben Boulaid, à Alger-Ville, alors que j'étais sous le coup d'une condamnation à mort. Ben Boulaid, chef de l'Aurès, et moi-même, eûmes une longue discussion le 9 Juin 1954 et examinâmes la situation générale. Nous tombâmes d'accord pour préparer et engager la lutte armée contre le colonialisme français.

D'autres contacts eurent lieu par la suite, avec Boudiaf, Didouche, Bitat, etc... au cours desquels nous précisions nos tâches et commençâmes à mettre sur pied le dispositif de combat.

Enfin se tint une réunion plus élargie, qui précisa les derniers préparatifs et à laquelle assistaient :

BEN BOULAIID Moustapha, pour l'Aurès

BITAT Rabah, pour l'Algérois

BEN M'HIDI Larbi, pour l'Oranie

DIDOUCHE Mourad, pour le Constantinois

BOUDIAF Mohamed, qui devait rejoindre l'extérieur

KRIM Belkacem pour la Kabylie

Ce groupe de six entra en contact avec les trois frères de l'extérieur Ben Bella Ahmed, Khider Mohamed et AIT Ahmed Hocine.

Un programme général d'action fut élaboré en vue d'une révolution armée à l'échelle nationale.

Quatre mois durant, chacun de nous dans sa région respective, mit en place le dispositif de lutte. En Kabylie, notamment, un noyau de quatre cents soldats de la révolution fut formé pour la guérilla, avec une réserve de deux mille militants. À l'échelle algérienne, trois mille soldats furent entraînés pour la lutte armée, avec une importante réserve de militants.

Nos réunions de coordination se multiplièrent, se tenant toutes à Alger. C'est lors de l'une de ces réunions, tenue le 10 octobre 1954 et comprenant les six qui furent décidés l'heure et le jour du déclenchement des opérations : le 1er novembre 1954 à une heure du matin.

Nous savions que nos moyens financiers et matériels étaient insuffisants, mais nous savions aussi que le potentiel révolutionnaire de notre peuple constituait alors une force inépuisable. Notre peuple était d'une part écœuré par les luttes fratricides engendrées par la crise du MTLD et d'autre part, mortifié dans son amour propre national par la lutte armée des peuples frères de Tunisie et du Maroc. On le sentait dans une attente frémissante, prêt à s'ébranler et à foncer sur l'ennemi au moindre signal.

En dépit de nos efforts, ni le Comité central, ni Messali, en la personne de son représentant Moulay Merbah, ne voulurent nous faire confiance, ce dernier allant jusqu'à refuser de reconnaître la représentativité des membres de notre Comité.

Enfin, ne comptant plus que sur nous-mêmes, convaincus que nous étions de répondre aux aspirations de notre peuple, nous rédigeâmes la proclamation annonçant la naissance du FLN et résumant son programme, ses buts et ses moyens d'action.

Et à l'heure et au jour convenus, le 1er novembre 1954, à une heure du matin, l'action armée était déclenchée à travers tout le territoire national algérien.

Parue dans "La Révolution Algérienne" par Charles-Henri Faraud, 1959.